

révolutionnaires ont été confrontés au début des années 50, époque du boom de la guerre de Corée (au lieu de la récession escomptée).

Nier ce fait parce que Trotsky a écrit dans les années 30 que « les forces productives ont cessé de croître » représente peut-être une réaction naïve pour protéger le « marxisme » de la pression énorme des attaques réformistes et stalinienne ; mais c'est en fait ériger le marxisme révolutionnaire en dogme, c'est l'appauvrir. Les camarades lambertistes qui se livrent à ce genre de « préservation des acquis », ne peuvent y arriver qu'en créant le concept tout à fait nouveau de « forces destructrices ». Mais pour Marx, les forces productives sont celles qui reproduisent les rapports de production — indépendamment de leur valeur d'usage —, c'est à dire la force de travail et la technique qu'elle met en œuvre.

Les produits de l'industrie d'armement, sont les marchandises créées par ces forces, et dont l'usage est destructeur. Ils ne sont pas pour autant des forces destructrices.

Le marxisme n'est pas un exercice d'arithmétique où l'on compense les plus par les moins. Il s'agit de comprendre que, dans la période actuelle, le mode de production capitaliste ne peut développer les forces productives qu'en les mettant en œuvre dans un procès de production destiné à fabriquer des objets de destruction. Trotsky, dans « l'Internationale Communiste après Lénine » avait déjà montré que la stagnation des forces productives ne peut être un phénomène permanent.

L'exacerbation des contradictions qu'elle traduit doit trouver une solution dans la lutte des classes. La solution bourgeoise, le fascisme, permet d'accroître le taux de plus-value nécessaire à l'accumulation et, comme Trotsky l'a montré dans « Europe et Amérique », permet l'industrie d'armement nécessaire à la transformation des marchandises en argent.

Cette industrie d'armement est un débouché aux forces productives. Les marchandises qu'elle fabrique sont les seules dont le débouché n'est limité que politiquement. Cette industrie est privée et rapporte un profit aux capitalistes. Ses produits sont vendus à l'Etat bourgeois qui finance ses achats en prélevant, sous forme d'impôts, ses ressources sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

L'écrasement du mouvement ouvrier consécutif au fascisme permet à la bourgeoisie,

1- d'accroître son accumulation, donc sa plus-value 2- d'augmenter son débouché en le faisant financer par la classe ouvrière.

En fait, les camarades lambertistes confondent période de putréfaction (ou de crise générale du capitalisme), et existence dans la réalité d'une stagnation des forces productives : cette stagnation existe sans cesse, en tant que tendance, mais n'apparaît pas automatiquement dans la réalité.

— L'accumulation, si elle se poursuit, ne se fait plus selon les mêmes modalités que dans le capitalisme de libre-concurrence. La tendance à accumuler est inhérente au mode de production capitaliste, mais elle prend des formes différentes avec les formes historiques différentes que prend le mode de production.

Au 19^{ème} siècle, la concurrence pour les débouchés opposait de petites entreprises qui cherchaient à pénétrer le marché des autres, en créant des unités de production compétitives. La concurrence impliquait un élargissement, une extension du capital. Donc, la demande de force de travail augmentait. Le chômage provenait d'une augmentation plus rapide de l'offre de travail, due au progrès démographique et à la ruine des petits paysans et artisans précapitalistes.

De nos jours, ce sont les monopoles qui s'affrontent dans la concurrence pour les débouchés. La liberté de circulation des capitaux est considérablement entravée, et par là même la possibilité pour une entreprise d'étendre son activité, son capital, à d'autres industries que la sienne. Généralement, les monopoles cherchent à améliorer leur compétitivité, par l'amélioration technique de leur outillage. Ils ont donc tendance, plutôt que d'ajouter à l'équipement existant, à le remplacer par un équipement plus efficient, incorporant de nouvelles techniques.

L'accumulation est élevée, mais elle se manifeste plus par un changement dans la forme du capital que dans l'augmentation de son volume.

Il en résulte que l'accroissement du taux d'accumulation est plus faible que l'accroissement de la productivité du travail. La demande de force de travail, dans le secteur industriel, stagne. L'insécurité de l'emploi se développe et se transformerait en chômage si l'Etat ne développait pas son secteur improductif.

Cette politique de l'Etat bourgeois n'exprime pas, comme le croient les divers courants réformistes, un rôle « social », qu'il serait possible de développer en « prenant » l'Etat de façon à en assumer la gestion.

La bourgeoisie a besoin d'une certaine paix sociale pour exploiter la classe ouvrière, à l'époque des monopoles. La réduction du chômage, qui n'est pas en tout état de cause sa suppression, vise à cela. Mais c'est une nécessité pour la bourgeoisie, imposée par les luttes ouvrières, et non une mission philanthropique de l'Etat bourgeois.

Ce secteur improductif, dont le coût est élevé, pèse très lourd sur la bourgeoisie, mais jusqu'à ces dernières années, elle a préféré le supporter plutôt que de risquer ses possibilités de profits.

* 2) Le néo-capitalisme n'est pas, rappelons-le, exempt de contradictions. La contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, à savoir entre l'accumulation et les débouchés subsiste mais s'exprime sous des formes nouvelles.

L'histoire du néo-capitalisme est dominée par l'existence de processus inflationnistes qui expriment dans la sphère de la circulation les caractéristiques contemporaines de l'accumulation du capital. Plus précisément, les formes nouvelles de la tendance à accumuler vont d'abord se manifester par l'existence d'une hausse des prix permanente qu'on appelle inflation rampante.

Les monopoles, pour augmenter leur taux de profit essaient d'élever leurs prix, sans accroître les salaires nominaux proportionnellement.

Il en résulte une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, c'est à dire un transfert de valeur au profit des capitalistes. Ce transfert que les bourgeois appellent « épargne forcée » n'est qu'une modalité de la plus value relative.

Si, face à cette attaque des monopoles, la mobilisation ouvrière se développe, les directions bureaucratiques et réformistes sont obligées d'animer les luttes souvent déclenchées en dehors d'elles, quitte à les freiner par la suite. Ces luttes de rattrapage permettent généralement aux travailleurs de maintenir et d'accroître leur pouvoir d'achat. Les capitalistes cherchent alors à récupérer ces hausses dans leurs prix de vente de façon à maintenir leurs marges de profit. Cette « spirale salaires-profits » d'où découle une hausse de prix cumulative, n'est que la manifestation de la lutte des classes au niveau économique. En d'autres termes, l'exacerbation des luttes explique le passage de « l'inflation rampante » à « l'inflation courante ». L'évolution du mouvement ouvrier qui se renforce explique que les capitalistes aient de plus en plus de mal à contrôler les hausses de prix à leur profit, et que l'inflation courante apparaisse de plus en plus souvent. D'où les appels effarouchés de l'Etat bourgeois aux efforts pour défendre l'intérêt national !

Si les capitalistes accroissent leurs prix pour dégager une plus-value supérieure, c'est en vue d'accumuler cette dernière. Mais les capitalistes n'accumulent pas pour accumuler mais pour réaliser un profit. Les marchandises produites doivent donc être vendues pour être transformées en argent et la plus-value en profit. Or, la hausse des prix détériore la compétitivité de ceux des capitalistes qui la pratiquent. Dès lors les capitalistes semblent être devant la contradiction suivante :

- élever les prix pour accumuler sans pouvoir vendre
- garder les prix constants pour vendre en réduisant l'accumulation.

Les capitalistes essaient de déplacer cette contradiction quand elle se manifeste :

Au cours des années 50,

- d'une part la faiblesse du mouvement ouvrier l'empêchait souvent de réagir aux manœuvres de la bourgeoisie et d'assurer le maintien de son pouvoir d'achat ;

- d'autre part, cette faiblesse permettait aux Etats bourgeois d'accroître la part des dépenses d'armement dans le revenu national et de fournir ainsi aux capitalistes les débouchés nécessaires.

La contradiction se manifestait historiquement peu et la bourgeoisie avait les moyens de la faire supporter à sa classe ouvrière nationale.